Violentes manifestations à Athènes

05/05/2010 à 19h15



Grèce : 3 morts dans l'incendie d'une banque en marge des manifestations

Au moins trois personnes ont été tuées mercredi dans l'incendie d'une banque, déclenché par des cocktails Molotov, à Athènes où des violents affrontements ont éclaté, lors d'une grande manifestation organisée contre les mesures d'austérité.

Plusieurs dizaines de jeunes ont lancé des cocktails Molotov contre un immeuble abritant une agence de la banque Marfin dans le centre de la capitale grecque, mettant le feu au bâtiment alors qu'une vingtaine de personnes se trouvaient à l'intérieur. Au moins trois personnes, deux femmes et un homme, ont péri dans les flammes, a affirmé la police grecque, tandis que les pompiers ont pu évacuer à temps quatre autres personnes.

Les manifestations contre l'austérité en Grèce

L'incendie a ensuite été maîtrisé mais de la fumée se dégageait toujours du deuxième étage, a constaté un journaliste de l'AFP.

Deux autres bâtiments administratifs du centre d'Athènes ont également été incendiés, a ensuite annoncé la police. On ignorait dans l'immédiat si des personnes se trouvaient à l'intérieur.

Par ailleurs, de violents affrontements ont éclaté non loin de

là, devant le Parlement grec, entre jeunes et policiers en tenue anti-émeutes, après un face à face tendu.

Les manifestants ont lancé plusieurs cocktails Molotov contre des magasins, incendiant également une fourgonnette de la police et un véhicule des pompiers, selon les journalistes de l'AFP. Les policiers ont riposté par des gaz lacrymogènes, dont les vapeurs ont envahi tout le centre de la capitale.

A Salonique (nord), deuxième grande ville de Grèce, des jeunes manifestants ont jeté des pierres contre des magasins et des agences bancaires du centre de la ville au cours de la manifestation. Les policiers ont également riposté à coup de gaz lacrymogènes

La police en "*état d'alerte générale*"

La police d'Athènes a été placée en "*état d'alerte générale*" pour faire face au déchaînement de violences, a annoncé une source policière à l'AFP.

L'état "*d'alerte générale,*" mesure rarement employée, consiste à mobiliser toutes les forces de police disponibles et à rappeler les policiers en congés, a précisé une autre source policière.

Les forces de police effectuaient en milieu d'après-midi des opérations dans le quartier contestataire d'Exarchia, fief des anarcho-autonomes en tentant de retrouver les auteurs des troubles et les responsables de l'incendie mortel.

Les policiers avaient procédé à quatre interpellations en milieu d'après-midi.

Un calme précaire était revenu dans le centre de la capitale après les violents incidents. Les abords du parlement étaient vides de manifestants mais étaient jonchés de débris brûlés, traces des violents affrontements du début de l'après-midi, selon une autre source policière.

Troisième journée de grève nationale

Les grands syndicats du pays avaient appelé à une nouvelle journée de grève générale, la troisième depuis février, pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité imposées par le gouvernement socialiste en échange de l'aide de l'UE et du FMI. Depuis minuit, les transports aériens et maritimes sont immobilisés et les dessertes ferroviaires interrompues.

La grève devait entraîner la fermeture des écoles et des administrations. Banques et grandes entreprises du secteur public fonctionnaient au ralenti. Les hôpitaux publics fonctionnaient avec un personnel d'astreinte.

Le pays est privé de toute information des radios-télévisions en raison du ralliement au mouvement du syndicat des journalistes. Les journaux ne devaient pas paraître jeudi.

Les transports urbains (bus, métro, trolleys, tramways fonctionnent cependant à Athènes de 10h (7h GM, 9h heure française) à 16h (15h heure française) pour permettre aux grévistes de participer aux rassemblements à l'appel des deux grandes centrales syndicales, la Confédération des salariés du privé (GSEE, 1 million d'adhérents) et celle du public (Adedy, 370.000). Les taxis travaillaient normalement dans tout le pays.

Les fédérations de commerçants avaient appelé leurs membres à se joindre à la grève, mais les commerces étaient ouverts normalement mercredi matin à Athènes et à Salonique, la grande ville du nord de la Grèce.

Une "*lutte contre les mesures antisociale*"

Le rassemblement organisé à Athènes mercredi par les syndicats est "*le plus important jamais organisé*" en Grèce, selon la Confédération générale des travailleurs de Grèce (GSEE), principal syndicat du secteur privé.

Côté policier, on affirme que quelque 20.000 personnes étaient rassemblées mercredi à la mi-journée dans le centre d'Athènes et environ 14.000 à Salonique (nord) dans le cadre de la grève générale.

Près de 10.000 manifestants, massés sous un grand soleil derrière une banderole appelant à la "*lutte contre les mesures antisociale*" écoutaient des discours de dirigeants syndicaux des deux grandes centrales syndicales, la Confédération des salariés du privé (GSEE, 1 million d'adhérents), et celle du public (Adedy, 370.000) en attendant de commencer à défiler.

A Athènes, de nombreux calicots tenus par les manifestants appelaient à "*faire payer la crise par les riches*" ou critiquaient l'UE et le FMI, qui ont obtenu que le gouvernement grec mette en place des mesures d'austérité draconiennes en échange d'un plan de sauvetage de la Grèce de 110 milliards d'euros sur trois ans.

"*FMI et UE nous volent un siècle d'acquis sociaux*," proclamait l'une de ses banderoles.

De son côté, le Pame a réuni environ 10.000 personnes sur une autre place de la capitale.

Les grévistes s'apprêtaient à manifester dans le centre de la capitale jusqu'au parlement où sont discutées en commission les mesures de rigueur et d'austérité demandées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Journée test

Parmi les mesures annoncées du plan d'économie figurent une hausse de la TVA, qui passera de 21 à 23%, une augmentation de 10% des taxes sur les carburants, l'alcool et le tabac, et un gel des salaires et retraites du secteur public.

"*Ces mesures sont injustes, elles pèsent uniquement sur les personnes pauvres et vulnérables,*" a dénoncé Ilias Iliopoulos,

le secrétaire général d'Adedy. "*Nous continuerons à manifester et nous invitons les salariés à nous soutenir.*"

La participation sera observée avec attention comme un test du niveau d'opposition à ces mesures.

Les sondages traduisent une colère croissante de l'opinion publique. Les Grecs estiment payer le prix de la crise grecque alors que la corruption et l'évasion fiscale restent impunies.

Les investisseurs redoutent que le mouvement social mette en péril la mise en place de la réforme de la Grèce par le gouvernement.

Notre patience "*est quasiment à bout*"

Le vice-chancelier et ministre des Finances autrichien Josef Proell a affirmé que l'Europe perd patience avec la Grèce : "*Quand on voit les mouvements de protestations en Grèce, notre patience, à moi et au reste de l'Europe, est quasiment à bout*," a-t-il dit.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a prévenu de son côté que la Grèce s'exposait au défaut de paiement si elle ne remplissait pas ses engagements, rappelant que le versement de l'aide serait conditionné à des contrôles stricts.

"*S'il y avait des manquements*" au programme d'austérité, "*les versements seraient stoppés. Et alors le défaut de paiement menacerait à nouveau Athènes*," a déclaré le ministre conservateur.

Nouvel Obs